



ALBIOMA
NOTRE NATURE EST PLEINE D'ÉNERGIE

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Premier semestre de l'exercice 2013

TABLE DES MATIÈRES

1.	DÉCLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL.....	4
2.	RAPPORT D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2013	5
2.1.	CHIFFRES CLÉS	5
2.1.1.	CHIFFRES FINANCIERS.....	5
2.1.2.	MW EN EXPLOITATION ET GWH PRODUITS	5
2.1.3.	TAUX DE DISPONIBILITÉ	6
2.2.	FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE	6
2.2.1.	ACTIVITÉ BIOMASSE THERMIQUE	6
2.2.2.	ACTIVITÉ PHOTOVOLTAÏQUE.....	7
2.2.3.	ACTIVITÉ BIO-MÉTHANISATION	7
2.2.4.	ÉOLIEN.....	8
2.2.5.	HOLDING	8
2.3.	COMMENTAIRES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS	8
2.3.1.	LE COMPTE DE RÉSULTAT	8
2.3.2.	LE TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	13
2.3.3.	LA STRUCTURE FINANCIÈRE	14
2.4.	PERSPECTIVES	15
2.5.	TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES	15
2.6.	DONNÉES RELATIVES À L'ACTIONNARIAT.....	15
2.7.	ÉVOLUTION DES RISQUES	15
3.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2013	16
4.	COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2013	17
A.	COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ	17
B.	ÉTAT DE RÉSULTAT GLOBAL	18
C.	BILAN CONSOLIDÉ RÉSUMÉ.....	18

D.	TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	20
E.	TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS.....	21
F.	NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS	22
1.	FAITS MARQUANTS DE LA PÉRIODE	22
2.	BASES DE PRÉPARATION DES COMPTES ET MÉTHODES COMPTABLES.....	23
3.	ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION	24
4.	SECTEURS OPÉRATIONNELS	25
5.	PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	27
6.	CHARGES D'EXPLOITATION.....	27
7.	AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS	27
8.	COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER.....	27
9.	AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS.....	28
10.	IMPÔTS	28
11.	ÉCARTS D'ACQUISITION.....	29
12.	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	29
13.	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	30
14.	PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES	30
15.	ACTIFS FINANCIERS	30
16.	CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS	31
17.	STOCKS.....	31
18.	AUTRES ACTIFS COURANTS	31
19.	CAPITAL ET ACTIONS POTENTIELLES	32
20.	DETTES FINANCIÈRES	33
21.	PROVISIONS	35
22.	INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS	35
23.	FOURNISSEURS.....	35
24.	AUTRES PASSIFS COURANTS	35
25.	DETTES FISCALES ET SOCIALES.....	36
26.	ENGAGEMENTS HORS BILAN.....	36
27.	GESTION DES RISQUES ET DU CAPITAL	36
28.	PARTIES LIÉES	36
29.	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE.....	37

1. DÉCLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 5 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

FAIT À COURBEVOIE, LE 23 JUILLET 2013

JACQUES PÉTRY
PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

2. RAPPORT D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2013

2.1. CHIFFRES CLÉS

2.1.1. CHIFFRES FINANCIERS

EN MILLIONS D'EUROS	PREMIER SEMESTRE 2013	PREMIER SEMESTRE 2012 RETRAITÉ ¹	VAR. VS. N-1
CA	183,9	186,5	-1%
EBITDA	74,6	62,3	20%
RNPG des activités poursuivies	22,6	16,6	36%
Profit résultant de la cession EO	5,6		
RNPG des activités poursuivies		0,2	
RNPG de l'ensemble consolidé	28,2	16,8	68%

Notes

1. Résultats 2012 hors activité Éolien.

2.1.2. MW EN EXPLOITATION ET GWH PRODUITS

	MW BRUTS EN EXPLOITATION			PRODUCTION EN GWH		
	1 ^{ER} SEMESTRE 2013	1 ^{ER} SEMESTRE 2012	VAR.	1 ^{ER} SEMESTRE 2013	1 ^{ER} SEMESTRE 2012	VAR.
CTBR	108	108	-	350,3	362,6	-12,3
CTG	122	122	-	393,5	435,6	-42,0
CTM	64	64	-	198,7	195,5	3,2
CCG	40	40	-	60,6	34,9	25,7
CE	38	38	-	97,6	105,0	-7,4
Biomasse Thermique hors Maurice	372	372	-	1 100,7	1 133,5	-32,8
CTSAV	90	90	-	234,9	233,4	1,6
CTBV	70	70	-	201,5	172,1	29,4
CTDS	35	35	-	114,2	117,5	-3,3
Biomasse Thermique Maurice	195	195	-	550,6	523,0	27,7
BIOMASSE THERMIQUE	567	567	-	1 651,4	1 656,4	-5,1
DOM	57	57	0,6	37,6	37,9	-0,3
Hors France	4	4	-	3,1	3,4	-0,3
France Métropole	8	8	-	5,4	5,9	-0,5
PHOTOVOLTAÏQUE	69,90	69	0,6	46,1	47,2	-1,1
BIOMÉTHANISATION	-	-	-	-	-	0,0
ÉOLIEN	-	57	-56,5	-	50,0	-50,0
TOTAL GROUPE	637	693	-55,9	1 697,5	1 753,6	-56,1

2.1.3. TAUX DE DISPONIBILITÉ

	S1 2013	S1 2012
CTBR	84,3%	84,7%
CTG	89,0%	93,3%
CTM	98,7%	95,7%
CE	89,0%	93,5%
CCG	93,9%	88,9%
Total DOM	89,9%	90,7%
Terragen (ex-CTBV)	86,0%	84,7%
OTEOSA (ex-CTDS)	92,9%	98,8%
Omnican LB (ex-CTSAV)	89,0%	86,5%
Total Groupe	89,5%	89,8%

2.2. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE

Les faits marquants du premier semestre 2013 ont été les suivants :

2.2.1. ACTIVITÉ BIOMASSE THERMIQUE

CONDITIONS D'EXPLOITATION DES CENTRALES

- Dans le cadre de la révision périodique de ses contrats de vente d'électricité à long terme, le Groupe s'est mis d'accord avec EDF pour prendre en compte les coûts supplémentaires afférents aux circonstances nouvelles (notamment les évolutions des réglementations environnementales, sociales et fiscales) intervenues au cours des dernières années dans l'exploitation de ses centrales CTM, CTG et CTBR. Ces accords ont été validés par la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) et prévoient un ajustement des tarifs à partir de 2013 ainsi qu'une compensation rétroactive sur 3 ans.
- La production Biomasse thermique du Groupe est stable par rapport à celle du premier semestre 2012 sur l'ensemble des centrales. Pour les centrales consolidées en intégration globale (les centrales mauriciennes, dont la puissance s'élève à 195 MW, sont mises en équivalence), la production a diminué de 2,9 % suite à un taux d'appel plus faible sur les centrales de base.
- La disponibilité de l'ensemble des centrales thermiques du Groupe a été globalement stable à 89,5 % par rapport à 89,8 % observés sur le premier semestre 2012. Sur CTG, la disponibilité est en baisse par rapport au premier semestre 2012 du fait d'arrêts fortuits en début d'année et du début de l'arrêt annuel de CTG-B au cours des derniers jours de juin alors que celui-ci n'avait été réalisé qu'en septembre l'année dernière.
- À la Martinique, le taux d'appel pour CCG, après un retour à la normale en 2012, a de nouveau atteint des niveaux record à 37,1 %. EDF a en effet appelé cette centrale très au-delà de sa vocation de centrale de pointe pour pallier des indisponibilités survenues dans d'autres unités de production.
- À l'exception de CTM (période bagasse au premier semestre) et CTG-B, toutes les centrales ont effectué leurs arrêts annuels programmés au cours du premier semestre.
- Le Groupe poursuit sa démarche de mise aux normes QHSE dans les centrales.

ÉVOLUTION DU CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET RÉGLEMENTAIRE

- Le prix du charbon a poursuivi sa diminution sur le premier semestre 2013. Il s'établit à 88,2 €/t en moyenne sur le semestre, en baisse sensible par rapport au premier semestre 2012

(105,5 €/t). Ce mouvement a impacté défavorablement le chiffre d'affaires du Groupe mais reste sans effet direct sur la marge du fait de l'indexation contractuelle du prix de vente de l'électricité sur le coût de combustible.

- Concernant le CO₂, le Groupe ne reçoit désormais plus de quotas gratuits. Les accords conclus au cours du premier semestre 2013 avec EDF actent la suppression de la franchise qui restait à la charge des centrales et ce, de manière rétroactive au 1^{er} janvier 2013. À l'exception de CE où la franchise existe toujours, les contrats entre les centrales thermiques du Groupe et EDF assurent donc désormais une refacturation mensuelle à EDF des coûts résultant des achats de quotas à effectuer sur le marché, hors les éventuelles commissions de transaction.

DÉVELOPPEMENT DE PROJETS

- Les phases administratives pour la réalisation de la future centrale CCG-2 se poursuivent. Cette centrale d'une puissance de 38 MW à la Martinique, conçue notamment pour utiliser un large éventail de biomasses et alimenter en vapeur la sucrerie du Galion, devrait être mise en service à la fin de l'année 2015.
- Le projet de centrale de 13 MW à Marie-Galante est relancé évoluant d'un projet bagasse/charbon vers une installation bagasse/bois bénéficiant désormais d'un accord politique sur le nouveau modèle biomasse.
- Les discussions actives se poursuivent avec plusieurs partenaires sucriers au Brésil.

SOCIAL

- L'activité du premier semestre s'est déroulée dans un bon climat social.

2.2.2. ACTIVITÉ PHOTOVOLTAÏQUE

CONDITIONS D'EXPLOITATION DES CENTRALES

- La production d'électricité photovoltaïque est en baisse de 2,5 % à 46 GW, notamment du fait des conditions d'ensoleillement particulièrement mauvaises en Métropole et sur l'Europe du Sud. Des pluies intenses aux Antilles ont également contribué à cette légère érosion. Les centrales de l'Océan Indien ont en revanche bénéficié d'excellentes conditions d'ensoleillement et de fonctionnement.
- En Martinique, deux petites centrales ont été raccordées en mai, SOCAME et PERINON, pour une puissance de 0,3 MW.

ÉVOLUTION DU CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET RÉGLEMENTAIRE

- Il n'y a pas eu d'évolution significative en France ou à l'étranger (Espagne et Italie).

DÉVELOPPEMENT DE PROJETS

- Deux projets solaires avec batteries sont en phase administrative à la Réunion et en Guyane (Kourou).

2.2.3. ACTIVITÉ BIO-MÉTHANISATION

- La centrale TIPER, basée à Thouars dans les Deux-Sèvres, a été inaugurée le 26 avril 2013. Cette première centrale de Methaneo va produire de l'énergie renouvelable à partir de

75 000 tonnes d'effluents d'élevage, de coproduits végétaux et de déchets organiques des industries agroalimentaires. L'électricité récupérée sera vendue à l'entreprise Bellané, un industriel voisin qui fabrique et commercialise des aliments pour animaux d'élevage. Sa mise en service opérationnelle est prévue en septembre 2013.

- CAPTER Méthanisation sera mis en service d'ici fin 2013 à Saint-Varent dans les Deux-Sèvres, unité de 0,5 MW.
- 4 mises en services sont attendues en 2014.

2.2.4. ÉOLIEN

- L'activité a été cédée à EDF Énergies Nouvelles le 8 février 2013 pour 59 millions d'euros de valeur d'entreprise, permettant de dégager une plus-value de 5,6 millions d'euros net des frais de cession et d'impôt. Les activités Éoliennes étaient constituées de six fermes situées en France d'une puissance installée cumulée de 56,5 MW ayant produit 106 GW en 2012 et de cinq projets en développement. Cette transaction s'inscrit dans le cadre de la stratégie de concentration des activités du Groupe sur la valorisation électrique de la biomasse et permettra de mobiliser des ressources supplémentaires pour développer des projets dans les domaines de la Biomasse thermique, de la Bio-méthanisation et du Solaire, tant en France que dans certains pays étrangers.

2.2.5. HOLDING

- Les actionnaires ont décidé, lors de l'Assemblée Générale du 30 mai, d'approuver la proposition de changement de dénomination sociale qui leur était soumise par le Conseil d'Administration : Séchilienne Sidec est devenue Albioma. Ce nouveau nom, soutenu par la nouvelle identité visuelle du Groupe, va maintenant porter la stratégie de développement des activités de valorisation énergétique de la biomasse.

2.3. COMMENTAIRES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS

2.3.1. LE COMPTE DE RÉSULTAT

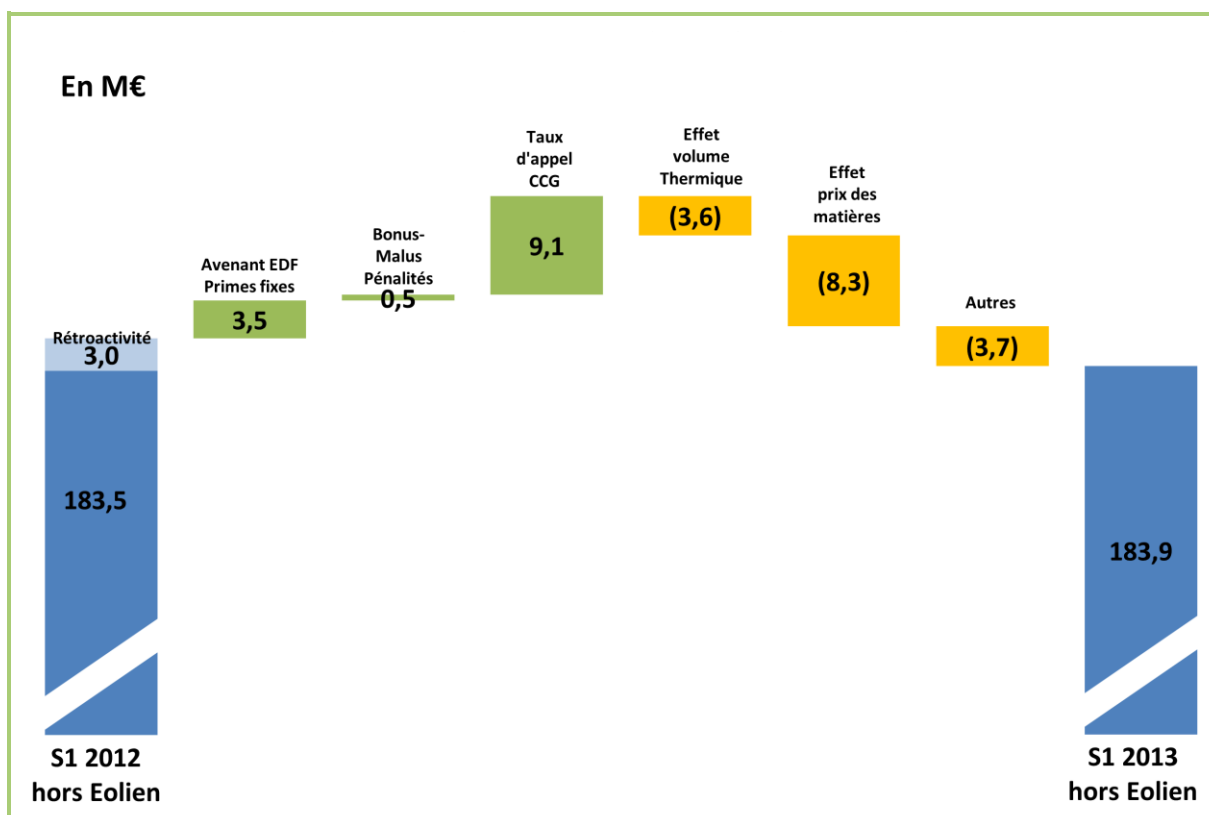
CHIFFRE D'AFFAIRES

EN MILLIONS D'EUROS	PREMIER SEMESTRE 2013	PREMIER SEMESTRE 2012 RETRAITÉ ¹	VAR. VS. N-1
Biomasse thermique	162,9	166,0	-2%
Photovoltaïque	19,4	19,6	-1%
Methaneo	-	-	na
Holding et Autres	1,6	0,9	92%
CA	183,9	186,5	-1%

Notes

1. Chiffre d'affaires 2012 hors activité Éolien.

Le chiffre d'affaires est en baisse de 1 % par rapport au premier semestre 2012. La variation du chiffre d'affaires se décompose comme suit :



Le chiffre d'affaires du premier semestre 2012 intégrait une compensation rétroactive au titre des Bonus/Malus et Pénalités accordée par EDF de l'ordre de 3 millions d'euros.

Au premier semestre 2013, compte tenu de leur caractère significatif, les éléments rétroactifs de la compensation obtenue auprès d'EDF figurent en autres produits opérationnels et ne sont pas comptabilisés en chiffre d'affaires.

À périmètre comparable (hors Éolien et hors rétroactivité), le chiffre d'affaire reste stable à 183,9 millions d'euros :

- la hausse de 3,5 millions d'euros des primes fixes des centrales thermiques suite aux accords conclus avec EDF sur CTM, CTBR et CTG et à l'indexation des contrats de vente d'électricité,
- l'amélioration des Bonus/Malus/Pénalités de 0,5 million d'euros (hors effet de la rétroactivité enregistrée sur le premier semestre 2012 pour les centrales de CTG, CTBR et CTM de 3 millions d'euros), grâce à la bonne tenue des objectifs de disponibilité constatée sur l'ensemble des centrales au cours du premier semestre en prenant en compte les arrêts programmés de maintenance,
- et un effet positif de 9,1 millions d'euros lié au taux d'appel record enregistré sur la centrale de pointe CCG,

compensent :

- un effet prix des matières premières de -8,3 millions d'euros, principalement du fait de la baisse du prix du charbon entre le premier semestre 2013 et le premier semestre 2012, mais sans effet direct sur la marge du fait de l'indexation contractuelle du prix de vente de l'électricité sur le coût de combustible,
- un effet volume thermique de -3,6 millions d'euros sur les centrales de base CTG, CTBR et CE,

- une diminution de la production photovoltaïque de 2,5 % avec un effet de -0,2 million d'euros.

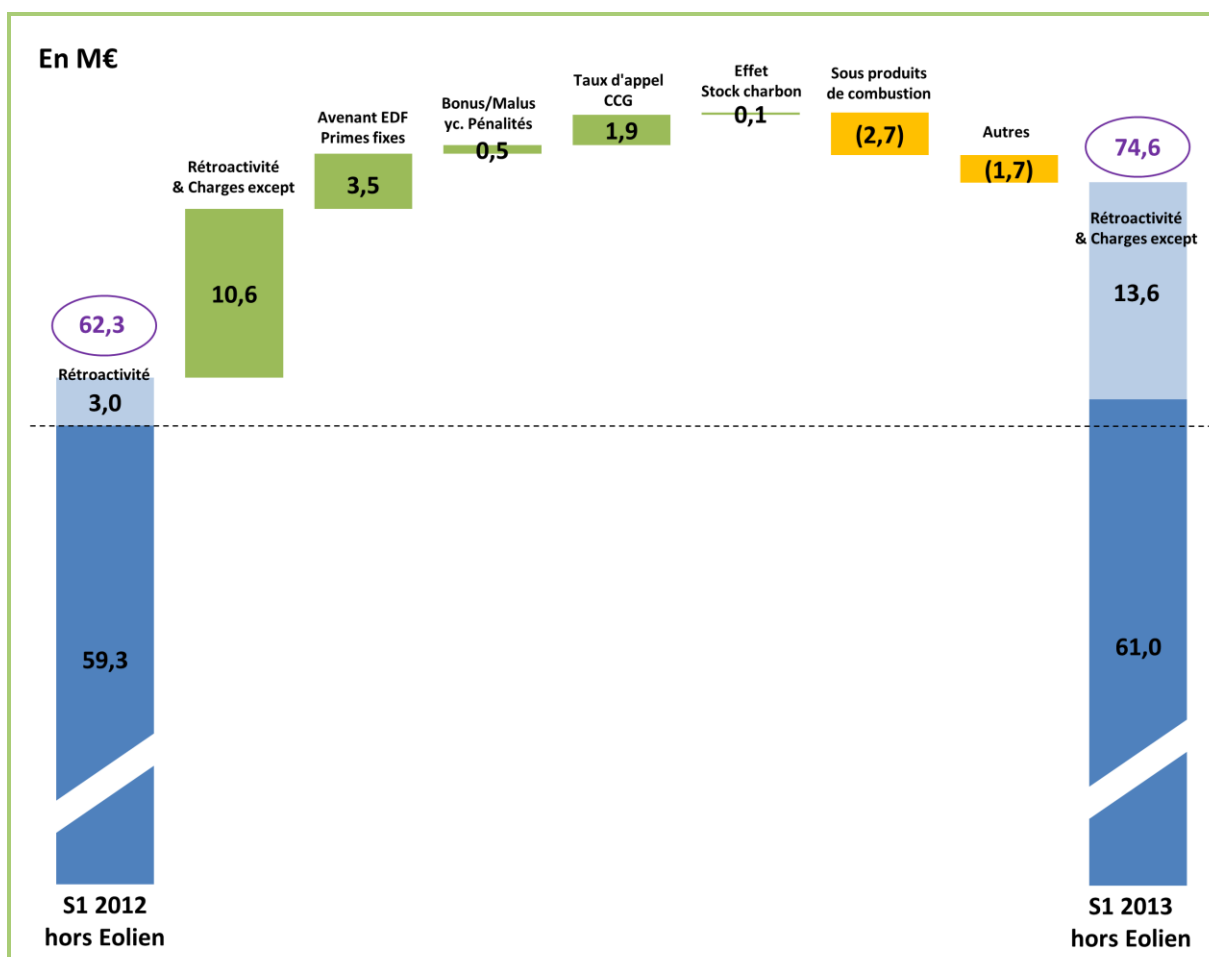
EBITDA

EN MILLIONS D'EUROS	PREMIER SEMESTRE 2013	PREMIER SEMESTRE 2012 RETRAITÉ ¹	VAR. VS. N-1
Biomasse thermique	62,7	49,1	28%
Photovoltaïque	15,1	14,8	2%
Methaneo	-	-	na
Holding et Autres	(3,1)	(1,6)	-95%
EBITDA	74,6	62,3	20%

Notes

- EBITDA 2012 hors activité Éolien.

L'EBITDA s'établit à 74,6 millions d'euros, en forte croissance par rapport au premier semestre 2012. Cette progression de 12,3 millions d'euros (+20 %) à périmètre comparable (hors Éolien en 2012), s'explique comme suit :



- L'EBITDA de l'activité Biomasse thermique en progression de 13,6 millions d'euros dont la forte croissance s'explique pour l'essentiel par les accords conclus avec EDF, au titre de la revalorisation des tarifs 2013, mais également de la rétroactivité obtenue pour les années 2010, 2011 et 2012 pour les centrales de CTG, CTBR et CTM et par le taux d'appel record de CCG. Suite aux discussions avec la DEAL relatives à l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010,

L'EBITDA intègre également les coûts supplémentaires liés à la mise en centre d'enfouissement des sous-produits de combustion non valorisables.

- L'EBITDA de l'activité Photovoltaïque est en très légère progression malgré une production en retrait grâce à une bonne maîtrise des charges et à un remboursement d'assurances liés à un sinistre survenu sur QEA en 2009.
- L'EBITDA de la Holding intègre une part importante de frais exceptionnels relatifs notamment au changement de nom et au déménagement prévu pour la fin de l'année 2013.

DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET RÉSULTAT FINANCIER

La hausse des dotations aux amortissements et provisions à 20,6 millions d'euros (+11 %) s'explique notamment par les provisions passées pour risques et dépréciations d'actifs.

La baisse des charges financières est essentiellement liée à la diminution de l'encours de dettes suite à la cession de l'Éolien, aux remboursements de dettes intervenus sur la période et à la baisse des taux d'intérêts.

QUOTE-PART DU RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

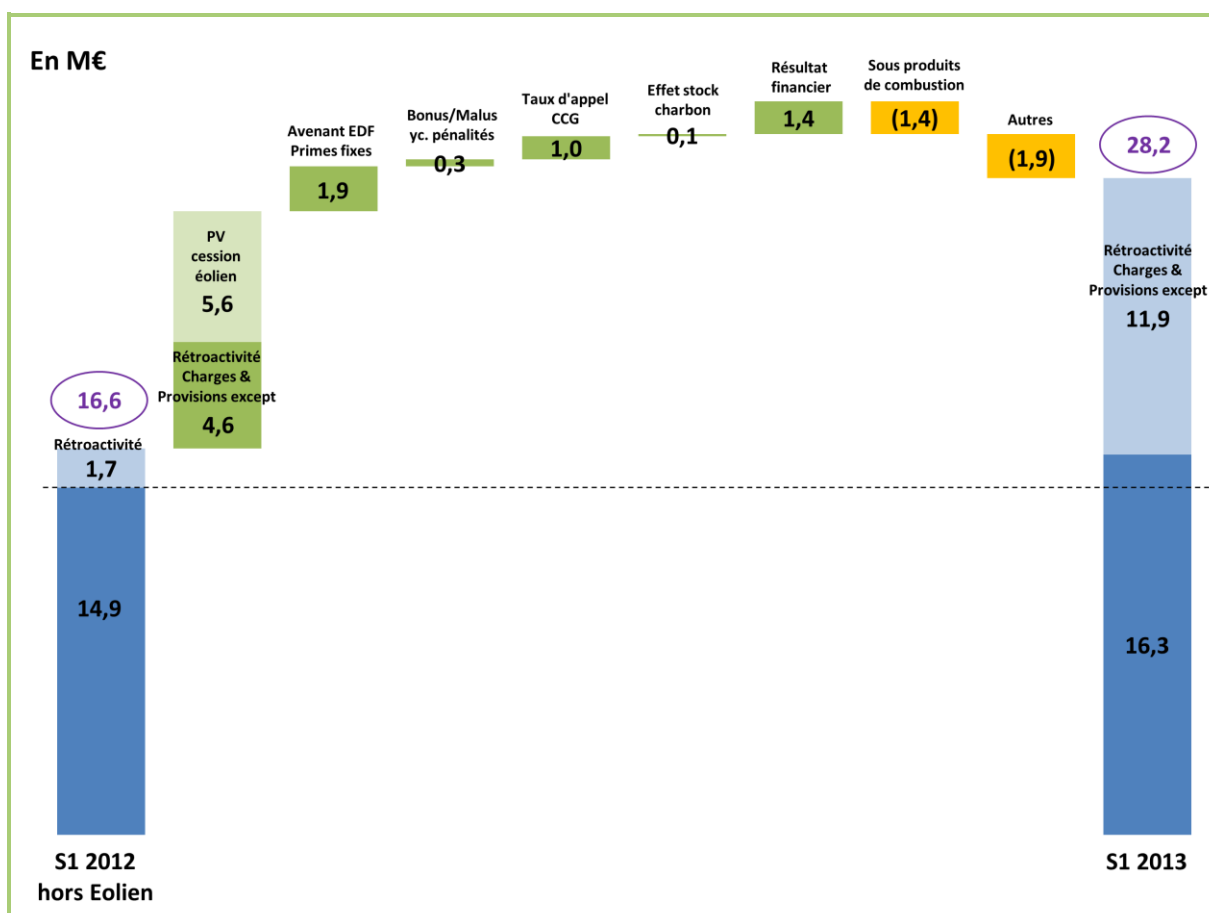
La quote-part du résultat net des entreprises associées s'élève à 1,1 million d'euros contre 0,7 million d'euros au premier semestre 2012, principalement du fait des bonnes performances de CTBV en termes de disponibilité et de production. La quote-part intègre également un ajustement positif de 0,2 million d'euros sur la base des comptes définitifs 2012.

LA CHARGE D'IMPÔT

La charge fiscale s'établit à 14,9 millions d'euros, correspondant à un taux effectif d'impôt (hors quote-part du résultat net des entreprises associées) de 37,7 %, à comparer à une charge de 9,9 millions d'euros au 30 juin 2012, correspondant à un taux effectif d'impôt de 34,3 %. L'évolution du taux d'impôt est essentiellement liée aux mesures fiscales prévues par la loi de finance rectificative qui se traduisent sur le premier semestre par la non déductibilité d'une partie des charges financières (rabot fiscal) ainsi que la nouvelle taxe sur les distributions de dividendes pour un montant de 1,1 million d'euros.

LE RÉSULTAT NET ET LE RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART DU GROUPE

Le résultat net consolidé s'établit à 28,2 millions d'euros en progression de 68 % par rapport au premier semestre 2012. Il intègre la plus-value de cession sur la vente de l'activité Éolien pour 5,6 millions d'euros.



2.3.2. LE TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

EN MILLIONS D'EUROS	1 ^{ER} SEMESTRE 2013	1 ^{ER} SEMESTRE 2012 RETRAITÉ ¹	ÉCART	1 ^{ER} SEMESTRE 2012 PUBLIÉ
Capacité d'autofinancement	75,0	64,5	10,5	67,5
Variation du besoin en fonds de roulement	(6,3)	3,6	-9,9	5,4
Impôts décaissés	(10,3)	(8,7)	-1,7	(8,7)
Flux de trésorerie opérationnelle	58,4	59,4	-1,1	64,2
Capex d'exploitation	(3,8)	(3,5)	-0,3	(3,5)
Free Cash-Flow d'exploitation	54,6	55,9	-1,4	60,7
Capex de développement	(9,2)	(12,4)	3,2	(9,8)
Autres acquisitions/cessions	18,2		18,2	(2,6)
Flux net de trésorerie d'investissement	9,0	(12,4)	21,4	(12,4)
Emprunts (augmentations)	9,9	4,6	5,3	4,6
Emprunts (remboursements)	(59,4)	(24,1)	-35,3	(25,9)
Coût de l'endettement financier	(11,9)	(14,2)	2,3	(15,1)
Autres	(0,5)	0,1	-0,6	0,1
Flux net de trésorerie de financement	(61,9)	(33,5)	-28,4	(36,3)
Flux net de trésorerie des activités cédées		(1,2)	1,2	-
Variation nette de la trésorerie	1,6	8,8	-7,2	12,0
Trésorerie nette d'ouverture	79,2	74,9	4,3	74,9
Trésorerie nette de clôture	80,8	83,7	-2,9	87,0
Dette brute	540,0	605,0	-65,0	654,5
Trésorerie nette	80,8	83,8	-3,0	87,1
Dépôts	16,6	17,5	-0,9	22,4
Dette Nette	442,6	503,7	-61,1	545,0

Notes

1. Données 2012 retraitées de l'activité Éolien.

LES FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Ces flux se sont élevés à 58,4 millions d'euros sur le premier semestre 2013 contre 59,4 million d'euros en 2012. Cette stabilité résulte de :

- la hausse de la capacité d'autofinancement de 10,5 millions d'euros en lien avec la variation constatée de l'EBITDA,
- la variation du besoin en fonds de roulement qui augmente de 9,9 millions d'euros principalement du fait de la hausse du poste créances clients suite aux factures complémentaires émises en application des accords conclus avec EDF au titre de la révision périodique des contrats.

LES FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Ces flux se décomposent entre :

- les dépenses d'investissement d'exploitation : il s'agit des dépenses d'investissements sur les centrales en exploitation, essentiellement Biomasse thermique dans le cadre du programme de travaux et d'investissement d'entretien, maintenance, réparation, optimisation et modernisation engagé depuis 2009. Elles se sont élevées à 3,8 millions d'euros à comparer à 3,5 millions d'euros au cours du premier semestre 2012 ;
- les dépenses d'investissement de développement : elles se sont élevées à 9,2 millions d'euros à comparer à 12,4 millions d'euros au cours du premier semestre 2012. Elles concernent essentiellement la fin des dépenses liées au projet Caraïbes Énergie et aux investissements dans les centrales de bio-méthanisation ;
- le produit de cession de l'activité Éolien à EDF Énergies Nouvelles.

Le free cash-flow (flux de trésorerie généré par l'activité opérationnelle déduction faite des investissements d'exploitation) s'établit à 54,6 millions d'euros au premier semestre 2013 à comparer à 55,9 millions d'euros sur la même période de 2012 (retraité de l'activité Éolien).

LES FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR LES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Ces flux se sont élevés à -61,9 millions d'euros contre -33,5 millions d'euros au premier semestre 2012.

Les remboursements d'emprunts se sont élevés à 59,4 millions d'euros contre 24,1 millions d'euros au premier semestre 2012, résultant en une réduction importante de la dette par rapport à fin juin et fin décembre 2012.

2.3.3. LA STRUCTURE FINANCIÈRE

Au 30 juin 2013, les capitaux propres s'élèvent à 368,3 millions d'euros, contre 336,7 millions d'euros au 30 juin 2012.

L'endettement financier brut est de 540,0 millions d'euros en forte baisse par rapport au 30 juin 2012 où il s'établissait à 654,5 millions d'euros. Il est composé de dettes de financement de projets à hauteur de 481,7 millions d'euros couvrant des installations en exploitation et en cours de construction et il est couvert à 77 %.

La dette financière nette s'établit à 442,6 millions d'euros après prise en compte de la trésorerie nette et des dépôts de garantie (16,6 millions d'euros de dépôts au 30 juin 2013). Elle est

également en forte diminution par rapport au 30 juin 2012 où elle s'élevait à 545,0 millions d'euros.

2.4. PERSPECTIVES

Albioma confirme, à conditions économiques équivalentes, les perspectives de progression sur l'ensemble de l'exercice, avec un EBITDA 2013 à 127,0 millions d'euros et un RNPG à 36,5 millions d'euros, hors plus-value de cession Éolien.

Par ailleurs, les objectifs EBITDA et RNPG 2016 sur la base du périmètre existant plus les projets CCG2 et Methaneo, passent respectivement à 160-163 millions d'euros et 40-42 millions d'euros afin de prendre en compte l'impact positif des accords conclus avec EDF sur CTM, CTBR et CTG ainsi que les nouvelles charges logistiques et environnementales.

2.5. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Il n'y a pas d'évolution significative sur la période des transactions avec les parties liées telles qu'elles sont décrites dans la Note « *Parties liées* » des comptes consolidés au 31 décembre 2012.

Une nouvelle convention de services avec le Groupe a été approuvée en Conseil d'Administration pour les entités thermiques. Les nouveaux contrats contiennent une description détaillée des prestations réalisées par nature (i) technique, (ii) assurance et litige, (iii) financier et comptable, (iv) commercial, (v) RH et (vi) SI et des exclusions claires. La nouvelle formule économique est exprimée en pourcentage du chiffre d'affaires réalisé avec EDF par la filiale.

2.6. DONNÉES RELATIVES À L'ACTIONNARIAT

- Aucun franchissement de seuil n'a été déclaré auprès de la société au cours du premier semestre 2013.
- Événement post clôture : succès de l'option pour le paiement en actions du dividende
 - Les actionnaires ayant choisi le paiement de 50 % de leur dividende en actions nouvelles, parmi lesquels le principal actionnaire du Groupe, Financière Hélios, ont représenté près de 78 % du capital.
 - 535 454 actions nouvelles ont été créées, soit 1,8 % du nouveau capital social.
 - Ce succès libère 6,5 millions d'euros de liquidités complémentaires pour financer le développement du Groupe.
- Création d'un programme de fidélisation des actionnaires
 - Dividende majoré de 10 % pour les actionnaires inscrits au nominatif depuis une période continue d'au moins 2 ans, décomptée à partir du 1^{er} janvier 2014
 - Prime effective à partir de 2016 pour le dividende payé au titre de 2015

2.7. ÉVOLUTION DES RISQUES

La revue des risques ne comporte pas d'évolution significative par rapport à la description qui en est faite dans le document de référence déposé auprès de l'AMF le 29 avril 2013.

3. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2013

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

63 RUE DE VILLIERS
92208 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX

MAZARS

TOUR EXALTIS – 61 RUE HENRI REGNAULT
92400 COURBEVOIE

Période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Albioma, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

FAIT À NEUILLY-SUR-SEINE ET COURBEVOIE, LE 23 JUILLET 2013

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

JEAN-CHRISTOPHE GEORGHIOU

MAZARS

MANUELA BAUDOIN-REVERT

4. COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2013

A. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ

EN MILLIERS D'EUROS	NOTE	PREMIER SEMESTRE 2013	PREMIER SEMESTRE 2012 RETRAITÉ
Chiffre d'affaires	5	183 937	186 488
Achats (variation des stocks incluse)		(72 056)	(72 692)
Frais de logistique	6	(6 117)	(3 890)
Charges de personnel		(16 756)	(15 524)
Autres charges d'exploitation	6	(28 025)	(32 319)
Dotations aux amortissements des contrats		(2 276)	(2 270)
Dotations aux amortissements et aux provisions		(18 319)	(16 287)
Autres charges et produits opérationnels	7	11 106	(507)
Résultat opérationnel		51 494	42 999
Coût de l'endettement financier	8	(11 848)	(14 154)
Autres produits financiers	9	393	380
Autres charges financières	9	(357)	(363)
Quote-part du résultat net des entreprises associées	14	1 060	729
Résultat avant impôt		40 741	29 591
Charge d'impôt	10	(14 948)	(9 914)
Résultat net de l'exercice des activités poursuivies		25 794	19 677
Résultat net des activités destinées à être cédées		5 617	162
Résultat net de l'ensemble consolidé		31 411	19 839
Résultat des activités poursuivies revenant :			
• aux actionnaires d'Albioma	19	22 583	16 588
• aux intérêts ne conférant pas le contrôle	19	3 211	3 089
Résultat net de l'ensemble consolidé revenant :			
• aux actionnaires d'Albioma	19	28 200	16 750
• aux intérêts ne conférant pas le contrôle	19	3 211	3 089
Résultat par action de base et dilué des activités poursuivies	19	0,791	0,585
Résultat par action de base et dilué de l'ensemble consolidé	19	0,987	0,591

Les notes font partie intégrante des états financiers résumés. Le compte de résultat du premier semestre 2012 a été retraité afin de présenter le résultat de l'activité Éolien sur la ligne « *Résultat net des activités destinées à être cédées* » tel que décrit en note 3.

B. ÉTAT DE RÉSULTAT GLOBAL

EN MILLIERS D'EUROS	PREMIER SEMESTRE 2013	PREMIER SEMESTRE 2012 RETRAITÉ
Résultat net de l'ensemble consolidé	31 411	19 839
Différences de conversion	(235)	2 148
Couvertures de flux de trésorerie	9 483	(5 676)
Impôts différés liés aux couvertures de flux de trésorerie	(3 254)	2 009
Éléments recyclables par résultat	5 994	(1 519)
Résultat global de l'ensemble consolidé	37 405	18 320
Revenant :		
• aux actionnaires d'Albioma	33 739	15 476
• aux intérêts ne conférant pas le contrôle	3 666	2 843

Les notes font partie intégrante des états financiers résumés. Le compte de résultat du premier semestre 2012 a été retraité afin de présenter le résultat de l'activité Éolien sur la ligne « *Résultat net des activités destinées à être cédées* » tel que décrit en note 3.

C. BILAN CONSOLIDÉ RÉSUMÉ

Actif

EN MILLIERS D'EUROS	NOTE	30 JUIN 2013	31 DÉCEMBRE 2012
Actifs non courants			
Écarts d'acquisition	11	11 300	11 300
Immobilisations incorporelles	12	97 855	100 413
Immobilisations corporelles	13	756 474	764 258
Actifs financiers non courants	15	17 426	17 774
Participations dans les entreprises associées	14	22 955	24 051
Impôts différés actifs		14 811	15 157
Total des actifs non courants		920 820	932 954
Actifs courants			
Stocks et en cours	17	46 003	45 694
Clients	16	49 430	43 379
Autres actifs d'exploitation courants	18	36 418	29 679
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	80 873	79 387
Total des actifs courants		212 723	198 137
Actifs des activités destinées à être cédées			65 577
Total de l'actif		1 133 543	1 196 668

Les notes font partie intégrante des états financiers résumés.

Passif

EN MILLIERS D'EUROS	NOTE	30 JUIN 2013	31 DÉCEMBRE 2012
Capitaux propres part du Groupe			
Capital	19	1 102	1 102
Primes		16 657	16 657
Réserves		267 500	245 398
Réserves de conversion		(7 650)	(7 415)
Résultat de l'exercice		28 200	33 455
Total des capitaux propres du Groupe		305 809	289 197
Intérêts ne conférant pas le contrôle		62 487	63 654
Total des capitaux propres		368 296	352 850
Passifs non courants			
Avantages au personnel		15 014	14 021
Provisions pour risques	21	4 492	3 153
Impôts différés passifs		66 811	64 857
Dettes financières non courantes	20	491 076	503 862
Instruments dérivés non courants	22	30 522	39 926
Total des passifs non courants		607 914	625 819
Passifs courants			
Fournisseurs	23	42 275	47 558
Dettes fiscales et sociales	25	27 656	21 237
Dettes financières courantes	20	48 914	78 892
Autres passifs d'exploitation courants	24	38 490	16 968
Total des passifs courants		157 333	164 653
Passifs des activités destinées à être cédées		0	53 346
Total du passif		1 133 543	1 196 668

Les notes font partie intégrante des états financiers résumés.

D. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

EN MILLIERS D'EUROS	CAPITAL	PRIMES	RÉSERVES ET RÉSULTATS	COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	ÉCART DE CONVERSION	CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE	INTÉRÊTS NE CONFÉRANT PAS LE CONTRÔLE	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
Capitaux propres au 31 décembre 2011	1 095	14 922	288 019	(17 543)	(8 334)	278 159	63 344	341 503
Impact de l'application d'IAS 19 révisée			(337)			(337)	(103)	(440)
Capitaux propres retraités au 31 décembre 2011	1 095	14 922	287 682	(17 543)	(8 334)	277 822	63 241	341 063
Actions propres			23			23		23
Distributions de dividendes			(16 178)			(16 178)	(5 366)	(21 544)
Stocks-options / actions de performance			238			238		238
Effet des variations de périmètre et autres mouvements							9	9
Options d'achat d'actions			(1 872)			(1 872)		(1 872)
Total des transactions avec les actionnaires			(17 812)			(17 812)	(5 357)	(23 169)
Variation de la différence de conversion					2 148	2 148		2 148
Variation de juste valeur sur dérivés de couverture				(3 421)		(3 421)	(246)	(3 667)
Sous-total éléments comptabilisés en capitaux propres				(3 421)	2 148	(1 273)	(246)	(1 519)
Résultat de la période			16 750			16 750	3 089	19 839
Total profits et pertes de la période			16 750	(3 421)	2 148	15 477	2 843	18 320
Capitaux propres au 30 juin 2012	1 095	14 922	286 643	(20 964)	(6 186)	275 510	60 727	336 237
Capitaux propres au 31 décembre 2012	1 102	16 657	302 906	(24 053)	(7 415)	289 197	63 654	352 850
Distributions de dividendes ¹			(16 861)			(16 861)	(4 962)	(21 823)
Stocks-options / actions de performance			122			122		122
Effet des variations de périmètre et autres mouvements			(8)			(8)	130	123
Actions propres			(380)			(380)		(380)
Total des transactions avec les actionnaires			(17 127)			(17 127)	(4 832)	(21 959)
Variation de la différence de conversion					(235)	(235)		(235)
Variation des écarts actuariels								
Variation de juste valeur sur dérivés de couverture				5 774		5 774	455	6 229
Sous-total éléments comptabilisés en capitaux propres				5 774	(235)	5 539	455	5 994
Résultat de la période			28 200			28 200	3 211	31 411
Total profits et pertes de la période			28 200	5 774	(235)	33 739	3 666	37 405
Capitaux propres au 30 juin 2013	1 102	16 657	313 980	(18 279)	(7 650)	305 809	62 487	368 296

Notes

1. L'Assemblée Générale des actionnaires d'Albioma a décidé d'offrir à chaque actionnaire la possibilité d'opter à hauteur de la moitié du dividende distribué dont le montant total est fixé à 0,59 euro par action, pour un paiement soit en numéraire soit en actions nouvelles.

E. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

EN MILLIERS D'EUROS	PREMIER SEMESTRE 2013	PREMIER SEMESTRE 2012 RETRAITÉ
Activités opérationnelles :		
Résultat net des activités poursuivies	22 583	16 588
Intérêts ne conférant pas le contrôle	3 211	3 089
Ajustements		
• Dotations aux amortissements et aux provisions	22 913	19 539
• Variation des impôts différés	(266)	(189)
• Résultat des entreprises associées net des dividendes reçus	858	1 041
• Plus ou moins-values de cession	(13)	
• Autres éléments sans impact sur la trésorerie	116	453
• Produits financiers capitalisés	(169)	(278)
• Coût de l'endettement financier	11 858	14 154
• Charge d'impôt courant de l'exercice	13 945	10 103
Capacité d'autofinancement	75 036	64 500
Effet de la variation du besoin en fonds de roulement	(6 336)	3 577
Impôt décaissé	(10 328)	(8 650)
Flux de trésorerie opérationnels des activités destinées à être cédées (y compris résultat de la période)		4 896
Flux net de trésorerie généré par les activités opérationnelles	58 372	64 323
Opérations d'investissement :		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(13 487)	(13 268)
Prix de cessions et diminutions d'actifs financiers	453	73
Acquisition/cession de filiales sous déduction de la trésorerie acquise/cédée	18 189	(2 884)
Flux de trésorerie d'investissement des activités destinées à être cédées		156
Flux net de trésorerie généré par les activités d'investissement	5 155	(15 923)
Opérations de financement :		
Variation des titres d'autocontrôle	(498)	(50)
Émissions ou souscriptions d'emprunts et dettes financières	14 978	4 617
Coût de l'endettement financier	(11 858)	(14 154)
Remboursements d'emprunts et dettes financières	(59 431)	(24 125)
Autres éléments	(5 076)	147
Flux de trésorerie de financement des activités destinées à être cédées		(2 695)
Flux net de trésorerie généré par les activités de financement	(61 885)	(36 260)
Effet du change sur la trésorerie et autres variations		
Variation nette de la trésorerie y compris activités destinées à être cédées	1 642	12 140
Effet du reclassement de la trésorerie des activités destinées à être cédées		(3 344)
Variation nette de la trésorerie présentée au bilan	1 642	8 796
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à l'ouverture	79 198	74 947
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à la clôture des activités poursuivies	80 840	83 743
Variation de trésorerie	1 642	8 796

Les flux de trésorerie du premier semestre 2012 ont été retraités afin de présenter les flux de l'activité Éolien sur les lignes « Flux de trésorerie des activités destinées à être cédées » tel que décrit en note 3.

F. NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

Albioma est un producteur d'énergie indépendant qui possède 20 ans d'expertise dans la production d'électricité à partir de biomasse. Elle se spécialise dans la gestion de centrales de taille moyenne dans des environnements complexes exigeant une collaboration étroite avec les industriels fournissant la ressource biomasse. Albioma est aussi un acteur de premier rang dans la production d'électricité d'origine solaire.

Les comptes consolidés semestriels résumés d'Albioma sont présentés en milliers d'euros et ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 23 juillet 2013.

1. FAITS MARQUANTS DE LA PÉRIODE

1.1. THERMIQUE

Dans le cadre de la révision périodique de ses contrats de vente d'électricité à long terme, le Groupe s'est mis d'accord avec EDF pour prendre en compte les coûts supplémentaires afférents aux circonstances nouvelles (notamment les évolutions des réglementations environnementales, sociales et fiscales) intervenues au cours des dernières années dans l'exploitation de ses centrales CTM, CTG et CTBR.

Ces accords ont été validés par la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) et prévoient un ajustement des tarifs à partir de 2013 ainsi qu'une compensation rétroactive sur 3 ans.

1.2. ÉOLIEN

Cession de l'activité Éolienne confirmant la stratégie centrée sur la valorisation électrique de la biomasse

Le 11 février 2013, Albioma a annoncé la cession de son activité éolienne à EDF Énergies Nouvelles pour un montant de 59 millions d'euros ainsi qu'un complément de prix pour les projets en développement. La plus-value de cession réalisée ressort à 5,6 M€ net des frais de cession et d'impôt.

Les activités Éoliennes étaient constituées de six fermes situées en France d'une puissance installée cumulée de 56,5 MW ayant produit 106 GW en 2012 et de cinq projets en développement. Elles représentaient environ 2 % du chiffre d'affaires et du résultat net part du Groupe, ainsi que 5 % de l'EBITDA.

Cette transaction s'inscrit dans le cadre de la stratégie de concentration des activités du Groupe sur la valorisation électrique de la biomasse. Albioma va pouvoir mobiliser des ressources supplémentaires pour développer ses projets dans les domaines de la Biomasse thermique, de la Bio-méthanisation et du Solaire, tant en France que dans certains pays étrangers ciblés selon des critères précis.

1.3. BIO-MÉTHANISATION

Inauguration de TIPER, première centrale de bio-méthanisation du Groupe

La première centrale de bio-méthanisation agricole de Methaneo, TIPER, a été inaugurée le 26 avril 2013 à Thouars dans les Deux-Sèvres. Cette centrale de 2 MW va permettre de valoriser plus de 75 000 tonnes de biomasse et de produire l'équivalent de la consommation annuelle électrique de 12 000 habitants. La mise en service opérationnelle est prévue au mois de septembre 2013.

Cette inauguration confirme la volonté d'Albioma de devenir l'acteur de référence du marché de la bio-méthanisation agricole en France à travers sa filiale Methaneo. Fort d'un portefeuille de 21 autres projets d'unités de bio-méthanisation, Methaneo a pour objectif de construire et exploiter des centrales d'une puissance totale de 25 MW en France.

1.4. AUTRES ÉVÉNEMENTS

Séchilienne-Sidec est devenue Albioma

L'Assemblée Générale du 30 mai 2013 a approuvé la proposition de changement de dénomination sociale qui lui était soumise. Séchilienne-Sidec est ainsi devenue Albioma. Ce nouveau nom, soutenu par la nouvelle identité visuelle du Groupe présentée aux actionnaires lors de l'Assemblée, va maintenant porter la stratégie de développement des activités de valorisation énergétique de la biomasse.

Trois nouveaux membres au Conseil d'administration

Lors de l'Assemblée générale du 30 mai 2013, les actionnaires ont renouvelé les mandats d'administrateurs de Monsieur Jacques Pétry et de la société financière Hélios et approuvé la proposition de nomination de trois administrateurs annoncée le 2 mai 2013. Ainsi, le Conseil d'administration nouvellement composé a, à l'issue de l'Assemblée Générale, reconduit Monsieur Jacques Pétry dans ses fonctions de Président-Directeur Général. Il a par ailleurs nommé Madame Remilleux à la Présidence du Comité des nominations et rémunérations et Monsieur Valot à la Présidence du Comité d'audit, des comptes et des risques. Madame Myriam Maestroni assure désormais la Présidence du Comité de la responsabilité sociale et environnementale.

2. BASES DE PRÉPARATION DES COMPTES ET MÉTHODES COMPTABLES

2.1. BASES DE PRÉPARATION

Les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2013 sont établis conformément à la norme IAS 34 « *Information financière intermédiaire* » qui permet de présenter une sélection de notes explicatives. S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent donc être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2012 établis selon les normes IFRS.

2.2. MÉTHODES COMPTABLES

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés semestriels sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2013 qui sont disponibles sur le site :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2013 sont identiques à ceux retenus pour l'élaboration des comptes consolidés annuels au 31 décembre 2012 et détaillés dans les comptes consolidés publiés à cette date. Aucun changement de méthode comptable n'a été enregistré au titre des comptes consolidés intermédiaires résumés clos au 30 juin 2013.

Les nouveaux textes applicables obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 sont les suivants :

- l'amendement d'IAS 19 – *Avantages du personnel* ;

- l'amendement d'IFRS 7 – *Instruments Financiers, informations à fournir – Compensation des actifs et passifs financiers* ;
- la nouvelle norme IFRS 13 – *Évaluation à la juste valeur* ;
- les améliorations aux IFRS (cycle 2009 – 2011) :
 - IFRS 1 – *Première adoption des IFRS* ;
 - IAS 1 – *Présentation des États Financiers* ;
 - IAS 16 – *Immobilisations Corporelles* ;
 - IAS 32 – *Instruments Financiers : Présentation* ;
 - IAS 34 – *Information Financière Intermédiaire*.

L'amendement d'IAS 1 « *Présentation des autres éléments du résultat global* » et IAS 19 « *Avantages au personnel* » ont fait l'objet d'une application anticipée. L'application de ce dernier amendement n'a pas eu d'effet sur l'information comparative présentée pour la période close au 30 juin 2012, les écarts actuariels générés sur cette période n'étant pas significatifs.

Les autres textes ne trouvent pas à s'appliquer au Groupe ou n'ont pas d'incidence significative sur les comptes semestriels consolidés du Groupe au 30 juin 2013

L'incidence sur les états financiers des textes publiés par l'IASB au 30 juin 2013 et non encore en vigueur dans l'Union Européenne est en cours d'analyse. Le Groupe n'anticipe pas d'incidence significative sur les comptes.

2.3. PRINCIPES DE PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux arrêtés intermédiaires sont les suivantes.

- Impôts sur les résultats : la charge d'impôt est calculée sur la base des résultats avant impôts ventilés par juridiction fiscale auxquels sont appliqués les taux d'imposition estimés pour l'exercice complet.
- Avantages du personnel : les charges nettes liées à ces avantages sont comptabilisées sur la base d'un prorata de la charge annuelle projetée ressortant des évaluations actuarielles réalisées à la clôture de l'exercice précédent. Les évaluations des engagements nets sont modifiées en cas d'évolution significative des conditions de marché par rapport à la clôture de l'exercice précédent, de réductions, de liquidations ou d'autres événements non récurrents significatifs.

2.4. ESTIMATIONS DE LA DIRECTION

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés semestriels résumés, les estimations significatives exercées par la direction sont identiques à celles décrites dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

3. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Cession de l'Éolien

Albioma a annoncé le 11 février 2013 la cession de son activité Éolienne à EDF Énergies Nouvelles pour un montant de 59 millions d'euros ainsi qu'un complément de prix pour les projets en développement. Cette cession a généré une plus-value de 5,6 M€ nette des frais de cession et d'impôt. Le montant de l'impôt présenté sur la ligne « *Résultat des activités cédées* » s'élève à 140 K€.

Conformément à IFRS 5 « *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées* » et tel que décrit dans les notes aux états financiers du 31 décembre 2012, les états financiers publiés du 30 juin 2012 ont été retraités comme suit.

- Résultat : sur l'ensemble des périodes publiées, le résultat net de ces activités est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat, « *Activités destinées à être cédées* ». L'effet de ce reclassement est présenté en note 4 « *Secteur opérationnel* ».
- Tableau de flux de trésorerie : les flux sont présentés sur une ligne distincte en exploitation, investissement et financement.
- Pour la période close au 30 juin 2013, les flux présentés sur la ligne « *Trésorerie liée aux cessions de filiales* » incluent le prix de cession encaissé pour la cession des titres net des frais de cession ainsi que le remboursement des apports en comptes courants du Groupe par les filiales cédées.

S'agissant du bilan de la période close au 31 décembre 2012, les actifs et passifs des « *Activités en cours de cession* » sont présentés sur des lignes séparées au bilan du Groupe.

4. SECTEURS OPÉRATIONNELS

L'information sectorielle est présentée sur la base de l'organisation interne et du reporting utilisé par la Direction du Groupe qui reflètent les différents niveaux de risques et de rentabilité auxquels il est exposé.

La segmentation des informations par secteur d'activité est privilégiée, les risques et rentabilités dépendant majoritairement des différentes natures des activités plutôt que de leur implantation géographique. Le secteur Solaire intègre l'effet des ventes à des tiers hors Groupe de panneaux et d'installations photovoltaïques.

Les transactions entre secteurs sont réalisées au prix de marché.

Le secteur Bio-méthanisation regroupant les activités de Methaneo ne contribue pas au résultat de la période, cette activité étant en phase de développement de projet. La mise en service opérationnelle de TIPER est prévue en septembre 2013.

30 juin 2013

	HOLDING						
	THERMIQUE	ÉOLIEN	PHOTOVOLTAÏQUE	MÉTHANISATION	ET AUTRES	ELIMINATIONS	TOTAL
Produits des activités ordinaires	162 984		19 321	0	1 632		183 937
Inter-secteurs					5 480	(5 480)	0
Produits des activités ordinaires EBITDA¹	162 984	0	19 321	0	7 112	(5 480)	183 937
Résultat opérationnel	49 226	8	6 641		(4 381)		51 494
Résultat des entreprises associées	1 060						1 060
Charges et produits financiers							(11 812)
Charge d'impôts							(14 948)
Résultat des activités en cours de cession		5 617					5 617
Résultat net de l'exercice							31 411
AUTRES INFORMATIONS							
Investissements corporels et incorporels	3 721		896	2 102	1 531		8 250
Dotations aux amortissements et dépréciations	(12 328)		(8 202)		(172)		(20 702)

Notes

1. EBITDA : résultat opérationnel avant dotation aux amortissements et aux provisions net des reprises.

30 juin 2012

	THERMIQUE	ÉOLIEN	PHOTOVOLTAÏQUE	HOLDING ET AUTRES	ELIMINATIONS	TOTAL	ACTIVITÉS DESTINÉES À ÊTRE CÉDÉES	COMPTES IFRS
Produits des activités ordinaires	166 038	4 460	19 604	847		190 949	(4 461)	186 488
Inter-secteurs				5 782	(5 782)	0		
Produits des activités ordinaires EBITDA¹	166 038	4 460	19 604	6 629	(5 782)	190 949	(4 461)	186 488
Résultat opérationnel	49 072	3 010	14 825	(1 604)		65 303	(3 010)	62 293
Résultat des entreprises associées	37 080	1 233	7 722	(1 803)		44 232	(1 233)	42 999
Résultat des entreprises associées	729					729	0	729
Charges et produits financiers						(15 180)	1 043	(14 137)
Charge d'impôts						(9 942)	28	(9 914)
Résultat des activités en cours de cession							162	162
Résultat net de l'exercice						19 838	0	19 839
AUTRES INFORMATIONS								
Investissements corporels et incorporels	3 624	22	1 407			5 053	(22)	5 031
Dotations aux amortissements	(9 134)	(1 689)	(6 849)	(199)		(17 871)	1 689	(16 182)

Notes

1. EBITDA : résultat opérationnel avant dotation aux amortissements et aux provisions net des reprises.

5. PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits des activités ordinaires consolidés s'analysent comme suit :

EN MILLIERS D'EUROS	PREMIER SEMESTRE 2013	PREMIER SEMESTRE 2012 RETRAITÉ
Ventes d'électricité et de vapeur	182 305	185 095
Prestations de services	1 632	1 393
Produits des activités ordinaires	183 937	186 488

6. CHARGES D'EXPLOITATION

6.1. FRAIS DE LOGISTIQUES

L'augmentation des frais de logistique et de traitement provient essentiellement du surcoût lié au traitement des sous-produits de combustion faisant suite à l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 sur les déchets inertes et aux discussions avec la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL).

6.2. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation comprennent toutes les dépenses autres que les achats, les frais de logistique, les charges de personnel.

7. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels s'analysent de la manière suivante :

EN MILLIERS D'EUROS	PREMIER SEMESTRE 2013	PREMIER SEMESTRE 2012 RETRAITÉ
Autres produits	19 777	954
Autres produits opérationnels	19 777	954
Dépréciation de projets et d'actifs	(1 500)	
Provisions pour litiges	(1 000)	(200)
Autres charges	(6 171)	(1 261)
Autres charges opérationnelles	(8 671)	(1 461)
Total des autres produits et charges opérationnels	11 106	(507)

Pour la période close au 30 juin 2013, les autres produits intègrent notamment la compensation rétroactive sur 3 ans prévue dans les accords conclus avec EDF. Les autres charges intègrent principalement les effets induits par ces régularisations ainsi que des indemnités transactionnelles rétroactives. Cette ligne inclut également les coûts liés au changement de nom du Groupe.

Pour la période close au 30 juin 2012, les autres produits opérationnels intégraient une indemnité d'assurance à recevoir suite à la destruction d'une installation. Les charges afférentes à ce sinistre figuraient en autres charges opérationnelles.

8. COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER

Les différentes composantes constituant le coût de l'endettement financier sont les suivantes :

EN MILLIERS D'EUROS	PREMIER SEMESTRE 2013	PREMIER SEMESTRE 2012 RETRAITÉ
Frais financiers sur dettes financières	(6 690)	(7 362)
Frais financiers sur crédit-baux	(5 158)	(6 792)
Coût de l'endettement financier	(11 848)	(14 154)

La variation des frais financiers est essentiellement liée à la diminution de l'encours de dettes ainsi qu'à la baisse des taux d'intérêts pour les dettes à taux variable non couvertes.

9. AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

Les différentes composantes constituant les produits et charges financiers sont les suivantes :

EN MILLIERS D'EUROS	PREMIER SEMESTRE 2013	PREMIER SEMESTRE 2012 RETRAITÉ
Revenus des actifs financiers	349	180
Produits des équivalents de trésorerie	44	136
Autres produits financiers	0	64
Produits financiers	393	380
Provisions pour risques financiers		(282)
Effet de la désactualisation des avantages au personnel	(193)	
Variation de juste valeur des instruments financiers	(81)	(81)
Autres charges financières	(83)	0
Autres charges financières	(357)	(363)

10. IMPÔTS

La charge d'impôt sur les résultats s'analyse de la manière suivante :

EN MILLIERS D'EUROS	PREMIER SEMESTRE 2013	PREMIER SEMESTRE 2012 RETRAITÉ
Charge d'impôt courant	(14 682)	(8 875)
Impôts différés	(266)	(1 039)
Total impôt sur les sociétés	(14 948)	(9 914)

Rationalisation de la charge d'impôt

Le taux d'impôt effectif se détermine comme suit :

EN MILLIERS D'EUROS		PREMIER SEMESTRE 2013	PREMIER SEMESTRE 2012 RETRAITÉ
Résultat opérationnel		51 494	42 999
Coût de l'endettement financier		(11 848)	(14 154)
Autres produits et charges financiers		36	17
Résultat avant impôt et part dans les sociétés mises en équivalence	(A)	39 682	28 862
Charge d'impôt	(B)	(14 948)	(9 914)
Taux d'impôt effectif (B) / (A)		37,67%	34,35%

La différence entre la charge d'impôt effective et la charge d'impôt théorique, hors contribution additionnelle, s'analyse comme suit :

	PREMIER SEMESTRE 2013			PREMIER SEMESTRE 2012 RETRAITÉ		
	Base (K€)	Taux	Impôt (K€)	Base (K€)	Taux	Impôt (K€)
Charge d'impôt théorique	39 682	-33,33%	(13 226)	28 862	-33,33%	(9 620)
Quote-part de frais et charges sur dividendes	-	-0,4%	(156)	-	-0,68%	(195)
Taxes sur les distributions de dividendes		-2,7%	(1 066)			
Intérêts non déductibles (rabot fiscal)	-	-1,0%	(381)	-		
Autres	-	-0,3%	(119)	-	-0,34%	(100)
Charge d'impôt comptabilisée	39 682	-37,67%	(14 948)	28 862	-34,35%	(9 914)

L'évolution du taux d'impôt est essentiellement liée aux mesures fiscales prévues par la loi de finance rectificative de 2012 qui se traduisent sur le premier semestre 2013 par la non déductibilité d'une partie des charges d'intérêts du Groupe ainsi que par une taxe de 3 % sur les dividendes distribués.

11. ÉCARTS D'ACQUISITION

Le Groupe n'a pas relevé d'indice de perte de valeur des écarts d'acquisition au 30 juin 2013.

12. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

EN MILLIERS D'EUROS	CONTRATS DE FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ ET DE VAPEUR	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES
Au 31 décembre 2012	96 160	4 253	100 413
Charge d'amortissement de la période	(2 276)		(2 276)
Dépréciation		(114)	(114)
Reprise de dépréciation		184	184
Augmentations		737	737
Diminutions		(1 089)	(1 089)
Au 30 juin 2013	93 884	3 971	97 855

La variation des immobilisations incorporelles est essentiellement liée à l'amortissement des contrats de vente d'électricité acquis, à l'activation de coûts de développement de projets de méthanisation.

Par ailleurs, les diminutions des autres immobilisations incorporelles intègrent la consommation de l'excédent de quotas de CO₂ constaté en immobilisations incorporelles au 31 décembre 2012.

13. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

EN MILLIERS D'EUROS	INSTALLATIONS EN SERVICE	IMMOBILISATIONS EN COURS	TOTAL
Au 31 décembre 2012	741 932	22 326	764 258
Acquisitions	4 415	4 484	8 899
Charge d'amortissement de la période	(16 926)		(16 926)
Dépréciation d'actifs et de projets	(1 500)		(1 500)
Cessions	(120)		(120)
Reclassement	2 752	(890)	1 862
Au 30 juin 2013	730 554	25 920	756 474

Les augmentations d'immobilisations du premier semestre portent essentiellement sur des dépenses d'amélioration des centrales thermiques et de développement des projets de Méthanisation.

En date du 28 juin 2013, CTG a procédé à la levée d'option de la tranche CTG-B pour un montant de 59 M€.

Les dépréciations d'actifs et de projets constatées sur le premier semestre 2013 portent sur des installations photovoltaïques. Les tests ont été réalisés selon la méthodologie décrite dans les états financiers annuels de l'exercice 2012.

14. PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

La variation des participations dans les entreprises associées s'analyse comme suit :

EN MILLIERS D'EUROS	30 JUIN 2013	31 DÉCEMBRE 2012
Montant en début de période	24 051	22 958
Dividendes versés	(1 921)	(2 464)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	1 060	2 636
Écart de conversion sur les participations mauriciennes	(235)	921
Montant en fin de période	22 955	24 051

15. ACTIFS FINANCIERS

Actifs financiers non courants

Le dépôt à terme donne lieu à des intérêts qui sont capitalisés.

EN MILLIERS D'EUROS	NOTE	30 JUIN 2013	31 DÉCEMBRE 2012
Dépôts et gages espèces		12 936	13 415
Dépôts à terme		3 647	3 647
Titres non consolidés		359	280
Prêts à plus d'un an		218	231
Instruments Financiers	22	266	201
Total		17 426	17 774

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie nette se décompose comme suit :

EN MILLIERS D'EUROS	30 JUIN 2013	30 JUIN 2012	31 DÉCEMBRE 2012
Équivalents de trésorerie	34 918	35 512	61 194
Trésorerie	45 956	48 279	18 193
Total	80 873	83 791	79 387
Découverts bancaires	(34)	(48)	(189)
Trésorerie présentée au tableau des flux de trésorerie	80 840	83 743	79 198

Les équivalents de trésorerie sont composés de dépôts à terme et de Sicav monétaires immédiatement disponibles dont les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

16. CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS

Au 30 juin 2013, les créances clients s'élèvent à 49,6 M€ contre 43,4 M€ au 31 décembre 2012. Cette variation est essentiellement liée aux factures complémentaires émises en application des accords conclus avec EDF au titre de la révision périodique des contrats.

17. STOCKS

Les stocks s'analysent comme suit :

EN MILLIERS D'EUROS	30 JUIN 2013	31 DÉCEMBRE 2012
Stocks en valeur brute		
Matières premières / Combustibles	16 182	19 309
Pièces de rechange non stratégiques	28 461	25 483
Autres stocks en cours	1 575	1 003
Total stocks en valeur brute	46 218	45 795
Dépréciation des stocks		
Pièces de rechange non stratégiques	(215)	(101)
Total dépréciation des stocks	(215)	(101)
Stocks en valeur nette		
Matières premières / Combustibles	16 182	19 309
Pièces de rechange non stratégiques	28 246	25 382
Autres stocks en cours	1 575	1 003
Total stocks en valeur nette	46 003	45 694

18. AUTRES ACTIFS COURANTS

Les autres actifs courants s'analysent comme suit :

EN MILLIERS D'EUROS	30 JUIN 2013	31 DÉCEMBRE 2012
Créances fiscales et sociales	20 237	15 440
Créances d'impôt courant	1 316	1 618
Charges constatées d'avance	4 950	3 615
Autres débiteurs	9 915	9 006
Total	36 418	29 679

L'augmentation des créances fiscales et sociales intègre le crédit de TVA généré dans le cadre de la levée d'option de CTG-B pour un montant de 5,1 M€.

19. CAPITAL ET ACTIONS POTENTIELLES

19.1. CAPITAL SOCIAL ET PLANS D'OPTIONS

Aucune option n'a été exercée au cours du semestre. La charge comptabilisée en résultat au titre des plans existants au 30 juin 2013 s'élève à 122 milliers d'euros. Le nombre d'actions d'autocontrôle détenues par Albioma dans le cadre du contrat de liquidité est de 83 596.

L'Assemblée Générale du 30 mai 2013 a approuvé un nouveau programme de fidélisation des actionnaires, qui concrétise l'ambition de la Société d'établir avec eux, et en particulier ses nombreux actionnaires individuels, une relation de long terme basée sur le soutien de la stratégie mise en œuvre.

Tous les actionnaires inscrits au nominatif (pur et administré) depuis au moins 2 ans à compter du 1^{er} janvier 2014 bénéficieront d'une majoration de 10 % du dividende leur revenant, tant en cas de paiement en espèces qu'en actions nouvelles. Cette majoration s'appliquera donc pour la première fois en 2016 à l'occasion du paiement du dividende distribué, le cas échéant, au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2015.

19.2. NOMBRE D'ACTIONS

Au 30 juin 2013, le capital est composé de 28 632 445 actions de nominal 0,0385 euro entièrement libérées.

Calcul de l'effet dilutif

Les actions dont l'acquisition est conditionnelle n'ont pas été incluses dans le calcul du résultat dilué par action des premiers semestres 2012 et 2013, les conditions d'acquisition de ces actions n'étant pas remplies à la date d'arrêté des périodes considérées.

	30 JUIN 2013	30 JUIN 2012
Nombre moyen pondéré d'actions	28 563 147	28 336 795
Effet dilutif	-	-
Nombre moyen pondéré d'actions dilué	28 563 147	28 336 795
Ensemble consolidé		
Le résultat net part du Groupe par action avant et après effet dilutif s'établit ainsi :	28 200	16 750
Résultat net sur nombre moyen pondéré d'actions	0,987	0,591
Résultat net sur nombre moyen pondéré dilué d'actions	0,987	0,591
Activités poursuivies		
Le résultat net part du Groupe par action avant et après effet dilutif s'établit ainsi :	22 583	16 588
Résultat net sur nombre moyen pondéré d'actions	0,791	0,585
Résultat net sur nombre moyen pondéré dilué d'actions	0,791	0,585
Activités abandonnées		
Le résultat net part du Groupe par action avant et après effet dilutif s'établit ainsi :	5 617	162
Résultat net sur nombre moyen pondéré d'actions	0,197	0,006
Résultat net sur nombre moyen pondéré dilué d'actions	0,197	0,006

19.3. DIVIDENDES

Le 30 mai 2013, l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire d'Albioma a décidé d'offrir à chaque actionnaire la possibilité d'opter à hauteur de la moitié du dividende distribué dont le montant total est fixé à 0,59 euro par action, pour un paiement soit en numéraire soit en actions nouvelles dans les conditions décrites ci-dessous.

Chaque actionnaire a pu ainsi opter entre :

- ou bien le paiement à hauteur de 50 % du dividende (soit 0,295 euro par action) en actions nouvelles, les autres 50 % (soit 0,295 euro par action) étant versés en numéraire,
- ou bien le paiement intégral du dividende en numéraire (soit 0,59 euro par action).

Le prix d'émission des actions nouvelles qui ont été remises en paiement dans ce cadre a été fixé à 12,24 euros. La période de souscription s'est achevée le 25 juin 2013.

À l'issue de cette période, 78 % des droits ont été exercés en faveur du paiement en actions.

L'option pour le paiement du dividende en actions s'est traduite ainsi par la création de 535 454 actions nouvelles représentant 1,8 % du capital et des droits de vote d'Albioma sur la base du nombre d'actions en circulation au 30 juin 2013 augmenté du nombre d'actions nouvelles ainsi créées.

La livraison et l'admission aux négociations sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris des actions nouvelles sont intervenues le 5 juillet 2013. Le paiement du dividende en numéraire a été effectué à cette même date du 5 juillet 2013.

20. DETTES FINANCIÈRES

Les dettes financières du Groupe s'analysent comme suit :

	30 JUIN 2013			31 DÉCEMBRE 2012		
	Dettes auprès des établissements de crédit	Dettes de crédit-bail	Total	Dettes auprès des établissements de crédit	Dettes de crédit-bail	Total
Dettes projet	267 641	214 107	481 748	213 075	276 073	489 148
Dettes liées aux options d'achat d'intérêts hors Groupe	3 055		3 055	3 055		3 055
Dettes corporate	53 926		53 926	89 000		89 000
Concours bancaires et intérêts cours	1 261		1 261	1 551		1 551
Au 30 juin 2013	325 883	214 107	539 990	306 681	276 073	582 754
Part non courante			491 076			503 862
Part courante			48 914			78 892

Les dettes présentées comme étant à taux variable s'entendent avant prise en compte de l'effet des couvertures de taux. Ces couvertures de flux de trésorerie sont décrites en note 22 des présents états financiers.

Les dettes projets sont émises sur des durées allant de 15 à 25 ans en fonction de la nature de l'activité et de la durée du contrat de vente d'électricité.

Concernant le contrat de location financement de la centrale CTM, le Groupe dispose de la faculté, à sa main, de lever l'option d'achat sur l'exercice 2013. Au 30 juin 2013, le capital restant dû de la dette de crédit-bail s'élève à 35,6 M€. Le Groupe étudiera cette opportunité au cours du second semestre 2013. Des dépôts et gages liés à ce contrat figurent à l'actif du bilan en actifs financiers non courants pour un montant de 12,5 M€.

La variation de la période des dettes financières se détaille comme suit :

	DETTE LIÉE À DES OPTIONS D'ACHATS D'INTÉRÊTS HORS GROUPE	CONCOURS BANCAIRES COURANTS ET INTÉRÊTS COURUS	TOTAL		
DETTES DE CRÉDIT-BAIL	EMPRUNTS BANCAIRES				
31 décembre 2012	276 073	302 075	3 055	1 551	582 754
Émissions d'emprunts		14 978			14 978
Remboursements	(9 861)	(49 454)		(115)	(59 430)
Autres mouvements	(53 967)	53 967			0
Reclassements	1 862				1 862
Variation nette				(175)	(175)
30 juin 2013	214 107	321 567	3 055	1 261	539 990

Les autres mouvements intègrent l'effet de la levée d'option et le refinancement de la tranche CTG-B.

Pour la période close au 30 juin 2013, les émissions ont principalement porté sur le financement des projets de Méthanisation pour 3,4 M€, du crédit de TVA de CTG faisant suite à la levée d'option de CTG-B à hauteur de 5,1 M€ et à l'émission d'une dette corporate complémentaire par Albioma pour un montant de 6,5 M€.

Par ailleurs Albioma, disposait au 30 juin 2013 de lignes de crédit non tirées pour un montant de 43,5 M€.

	DETTE LIÉE À DES OPTIONS D'ACHATS D'INTÉRÊTS HORS GROUPE	CONCOURS BANCAIRES COURANTS ET INTÉRÊTS COURUS	
DETTES DE CRÉDIT-BAIL	EMPRUNTS BANCAIRES		TOTAL
31 décembre 2011	333 379	323 151	2 190
Emissions d'emprunts	8 100	4 617	12 717
Effet des variations de périmètre		5 699	3 055
Remboursements	(11 176)	(14 097)	(25 273)
Autres mouvements	1 965	(1 965)	0
Activités destinées à être cédées	(32 449)	(16 969)	(144)
Variation nette			(434)
30 juin 2012	299 819	300 436	3 055
			1 612
			604 922

Au 30 juin 2012, le Groupe avait intégralement tiré la tranche B, destinée à la couverture du besoin en fonds de roulement, de sa dette Corporate.

La dette Corporate du Groupe est soumise au respect des ratios minimum usuels suivants :

- le ratio R1 défini comme le rapport entre l'Endettement Net social (ensemble des emprunts et dettes assimilées contractés auprès d'établissements de crédit et autres créanciers financiers) sur l'EBITDA consolidé du Groupe (somme du résultat consolidé d'exploitation du Groupe augmenté des dépréciations et amortissements) devant être inférieur à 2 ;
- le ratio R2 défini comme Endettement Net social sur Fonds Propres consolidés (total capital, primes, réserves, réserves de conversion, résultat et intérêts minoritaires) devant être inférieur à 1.

Par ailleurs, le montant de l'endettement net social d'Albioma SA est plafonné à 300 millions d'euros.

21. PROVISIONS

Pour la période close au 30 juin 2013, la variation des provisions s'analyse comme suit :

EN MILLIERS D'EUROS	PROVISIONS POUR COUVERTURE DE RISQUES INDUSTRIELS ET AUTRES RISQUES	AUTRES PROVISIONS	TOTAL PROVISIONS NON COURANTES
Montant au 31 décembre 2012	2 117	1 036	3 153
Dotations	1 339		1 339
Montant au 30 juin 2013	3 456	1 036	4 492

Les dotations de la période portent essentiellement sur des litiges et contentieux.

22. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Le montant comptabilisé en résultat au titre de la part inefficace des instruments de couverture n'est pas significatif.

MILLIERS D'EUROS	Maturité	Notionnel en millions d'euros	JUSTES VALEURS AU BILAN				IMPUTATION DES VARIATIONS EN 2013	
			31 DÉCEMBRE 2012		30 JUIN 2013		Résultat	Compte transitoire dans les capitaux propres
			Actifs	Passifs	Actifs	Passifs		
Couverture de dettes à taux variables par swap de taux	2013 à 2029	237	201	(39 928)	266	(30 526)	(81)	9 483
Total dérivés de couverture de flux de trésorerie		237	201	(39 928)	266	(30 526)	(81)	9 483

23. FOURNISSEURS

EN MILLIERS D'EUROS	30 JUIN 2013	31 DÉCEMBRE 2012
Fournisseurs	37 475	37 519
Fournisseurs d'immobilisations	4 800	10 039
Total	42 275	47 558

La diminution des dettes vis-à-vis des fournisseurs d'immobilisation est liée à l'achèvement de la construction de la centrale Caraïbes Énergie.

24. AUTRES PASSIFS COURANTS

Les autres passifs s'analysent comme suit :

EN MILLIERS D'EUROS	30 JUIN 2013	31 DÉCEMBRE 2012
Produits constatés d'avance	7 919	7 519
Dividendes à payer	21 977	
Autres créditeurs	8 594	9 449
Total	38 490	16 968

Les dettes au titre des dividendes à payer intègrent les dividendes distribués par Albioma à ses actionnaires et par les sociétés consolidées aux actionnaires hors Groupe.

25. DETTES FISCALES ET SOCIALES

Ces dettes se détaillent comme suit :

EN MILLIERS D'EUROS	30 JUIN 2013	31 DÉCEMBRE 2012
Dettes d'impôts courants	6 595	3 279
Autres dettes fiscales et sociales	21 061	17 959
Total	27 656	21 238

La variation des autres dettes fiscales et sociales est essentiellement liée aux variations des dettes de TVA en lien avec l'augmentation de l'encours des créances clients.

26. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements donnés

Au 30 juin 2013, le montant des engagements hors bilan donnés s'élève à 44,7 millions d'euros contre 35 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Cette variation de 9,7 M€ provient essentiellement des engagements pris dans le cadre de la cession de l'activité Éolienne à EDF Énergies nouvelles le 11 février 2013.

Engagements reçus

Au 30 juin 2013, le montant des engagements hors bilan reçus s'élève à 61 millions d'euros contre 30 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Cette variation de 31 M€ provient intégralement d'engagements de financement reçus d'établissement financiers.

Par ailleurs, suite à la cession de son activité Éolienne à EDF Énergies Nouvelles en date du 11 février 2013, le Groupe a reçu un engagement de complément de prix conditionnel d'une validité de cinq années lié au portefeuille de projets en développement. Ce complément de prix est conditionné à la réussite de ces derniers projets.

27. GESTION DES RISQUES ET DU CAPITAL

Les risques auxquels le Groupe est exposé sont présentés dans les notes aux états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2012. Au cours du premier semestre 2013, le Groupe n'a pas identifié d'évolution significative dans les risques décrits ou dans les politiques de gestion des risques mises en œuvre.

28. PARTIES LIÉES

Il n'y a pas eu au cours du premier semestre 2013 de variations significatives des transactions réalisées avec les parties liées.

Une nouvelle convention de services avec le Groupe a été approuvée en Conseil d'Administration pour les entités thermiques. Les nouveaux contrats contiennent une description détaillée des prestations réalisées par nature OU en matière (i) technique, (ii) assurance et litige, (iii) financier et comptable, (iv) commercial, (v) RH et (vi) SI et des exclusions claires. La nouvelle formule économique est exprimée en pourcentage du chiffre d'affaires réalisé avec EDF par la filiale.

29. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

En date du 5 juillet 2013, Albioma a procédé à la création et à la livraison de 535 454 actions nouvelles, émises à un prix unitaire de 12,24 € consécutivement à l'exercice par les actionnaires du choix qui leur était offert pour le paiement du dividende.